

29 mai 2018

Le 29 mai 2018

Le climat est pourri en macronie

Les jets se suivent et se ressemblent dans la France d'Emmanuel Macron : contre les manifestant-es, contre le mouvement social - des banques aux manifestants passant par la ZAD - l'Etat utilise sa force de répression à tout va. **Il semble que le simple fait de contester ce système soit insupportable à ce pouvoir.**

Ainsi par l'utilisation d'armes explosives (près de 4000 depuis le début de l'opération militaire) contre les habitant-es de la ZAD à Notre Dame des Landes qui ont fait plus de 300 blessés. Le 22 mai, un jeune homme a eu sa main droite arrachée à la suite de l'explosion d'une grenade G11-F4. C'est le même type de grenade qui avait entraîné un oppoçant au projet CIGEO à Blaise en août 2017.

Ainsi des dizaines de lycéen-nés se retrouvent en garde à vue à Paris - et pour une partie défilés devant un-e juge - juste pour avoir voulu occuper un lycée. Le gouvernement semble trouver plus facilement une place en cellule qu'en université pour les lycéen-nés.

Ainsi des arrestations dans les manifestations se multiplient pour le simple motif d'y être présent-e et d'avoir dans son sac, ou de porter, des protections contre les gaz lacrymogènes... pourtant fortement utilisés par les mêmes personnes qui procèdent à des arrestations massives comme cela est encore arrivé à Paris le 22 mai.

Ainsi l'Etat est responsable d'un véritable attentat comme la famille Tricot pour l'empêcher de continuer à demander justice pour la mort d'Adama.

Dans ce contexte, à Nice un président d'université peut menacer de mort en toute tranquillité un étudiant, par ailleurs membre de Solidaires, se calomnier au passage notre camarade. Le président doit démissionner.

La stratégie autoritaire et répressive du gouvernement vise à décourager et à faire peur à un maximum de monde, en particulier dans la jeunesse des lycées comme au lycée Arago à Paris, des universités ou des banlieues, et cela pour protéger une politique injuste et inégalitaire au service des plus puissants. C'est pourtant bien cette politique qu'on nous impose qui génère une violence bien réelle au quotidien pour des millions de personnes.

Le pouvoir protège et organise une société où les discriminations sont nombreuses et se croisent.

L'Union syndicale Solidaires, revendique :

- la libération des personnes arrêtées dans le cadre des manifestations du 22 mai, dont des membres de notre Union, et l'arrêt de toute poursuite à leur encontre.
- la fin immédiate de l'intervention militaire dans la ZAD et l'interdiction de l'utilisation d'armes contre des manifestant-es.

Neur se nous laissez pas impressionner. Nous ne sommes pas réprimés. Nous continuerons à agir et à nous mobiliser pour défendre les salarié-es et construire une autre société.

Cheminot-es : la lutte continue

Le 29 mai a débuté l'examen du projet de loi ferroviaire au Sénat. Pendant que les sénateurs discutent de la date de la fin du statut, des milliers de cheminot-es seront en grève !

Pour la Fédération SUD-Rail, **un autre pacte ferroviaire est possible !** Le financement de la dette et le statut ne sont que des levers pour avoir l'appât du privé. Cette mauvaise réforme ne règle rien et ne peut pas se construire contre les salarié-es **conté et la mettre en œuvre.**

La Fédération SUD-Rail n'a pas changé d'avis. Elle refuse de se laisser imposer toujours plus de productivité et de flexibilité. **Elle appelle les cheminot-es à ne rien lâcher et continuer à s'appuyer sur le support de force, pour imposer des règles sociales de haut niveau, empêcher tout dérapage social, et garantir l'avenir du système ferroviaire public et celui des cheminot-es.**

1



Au sommaire de ce nouveau numéro du bulletin "Solidaires en action"

- Le climat est pourri en macronie
- Cheminot-es : la lutte continue
- Vélib : de nouveau en lutte
- Fonction publique : la colère est toujours là
- Mc Donalds : le burger block en action
- Maternelles parisiennes : première victoire des ASEM
- Catacombes de Paris : le personnel en grève reconductible
- Retraités : dans la rue le 14 juin
- Education nationale : contre la fermeture des CIO
- Solidaires en action : aussi sur Facebook
- 1, 2 et 3 juin : week-end antifasciste de lutte et d'hommage
- Loi asile-immigration ; pour nous aussi, c'est non !
- Bar-le-Duc : le 16 juin, contre la poubelle nucléaire

Le 29 mai 2018

Le climat est pourri en macronie

Les jours se suivent et se ressemblent dans la France d'Emmanuel Macron : contre les manifestant-es, contre le mouvement social – des banlieues aux manifés en passant par la ZAD – l'État utilise sa force de répression à tout va. **Il semble que le simple fait de contester ce système soit insupportable à ce pouvoir.**

Ainsi par l'utilisation d'armes explosives (près de 4000 depuis le début de l'opération militaire) contre les habitant-es de la ZAD à Notre Dame des Landes qui ont fait plus de 300 blessé-es. Le 22 mai, un jeune homme a eu sa main droite arrachée à la suite de l'explosion d'une grenade GLI-F4. C'est le même type de grenade qui avait mutilé un opposant au projet CIGEO à Bure en août 2017.

Ainsi des dizaines de lycéen-nes se retrouvent en garde à vue à Paris – et pour une partie déferée devant un-e juge – juste pour avoir voulu occuper un lycée. Le gouvernement semble trouver plus facilement une place en cellule qu'en université pour les lycéen-nes.

Ainsi **des arrestations dans les manifestations se multiplient pour le simple motif d'y être présent-e et d'avoir dans son sac, ou de porter, des protections contre les gaz lacrymogènes...** pourtant fortement utilisés par les mêmes personnes qui procèdent à des arrestations massives comme cela est encore arrivé à Paris le 22 mai.

Ainsi l'État est responsable d'un véritable acharnement contre la famille Traoré pour l'empêcher de continuer à demander justice pour la mort d'Adama.

Dans ce contexte, à Nice un président d'université peut menacer de mort en toute tranquillité un étudiant, par ailleurs membre de Solidaires, en calomniant au passage notre camarade. Le président doit démissionner.

La stratégie autoritaire et répressive du gouvernement vise à décourager et à faire peur à un maximum de monde, en particulier dans la jeunesse des lycées comme au lycée Arago à Paris, des universités ou des banlieues, et cela pour protéger une politique injuste et inégalitaire au service des plus puissants. C'est pourtant bien cette politique qu'on nous impose qui génère une violence bien réelle au quotidien pour des millions de personnes.

Le pouvoir protège et organise une société où les discriminations sont nombreuses et se cumulent.

L'Union syndicale Solidaires, revendique :

- ♦ la libération des personnes arrêtées dans le cadre des manifestations du 22 mai, dont des membres de notre Union, et l'arrêt de toute poursuite à leur encontre.
- ♦ la fin immédiate de l'intervention militaire dans la ZAD et l'interdiction de l'utilisation d'armes contre des manifestant-es.

Nous ne nous laisserons pas impressionner. Nous ne sommes pas résigné-es. Nous continuerons à agir et à nous mobiliser pour défendre les salarié-es et construire une autre société.

Cheminot-es : la lutte continue

Le 29 mai a débuté l'examen du projet de loi ferroviaire au Sénat. Pendant que les sénateurs discuteront de la date de la fin du statut, des milliers de cheminot-es seront en grève !

Pour la Fédération SUD-Rail, **un autre pacte ferroviaire est possible !** Le financement de la dette et le statut ne sont que des leurre pour nourrir l'appétit du privé. Cette mauvaise réforme ne règle rien et ne peut pas se construire contre les salarié-es consé la mettre en œuvre.

La Fédération SUD-Rail n'a pas changé d'avis. Elle refuse de se laisser imposer toujours plus de productivité et de flexibilité. **Elle appelle les cheminot-es à ne rien lâcher et continuera à s'appuyer sur le rapport de force**, pour imposer des règles sociales de haut niveau, empêcher tout dumping social, et garantir l'avenir du système ferroviaire publique et celui des cheminot-es.



- Emplacement : inFORMER LES SALARIÉ-ES > Les publications > Solidaires en action >
- Adresse de cet article :
<https://solidaires.org/Solidaires-en-action-no155-29-mai-2018>